

LETTRE OUVERTE AUX RESPONSABLES POLITIQUES PRÉOCCUPÉS DE L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI

Dans le contexte de confusion et d'agitation actuel, certains jugent opportun d'instrumentaliser l'anxiété sociale en reportant sur les entreprises la responsabilité des maux dont souffre la société française.

Nous ne pouvons accepter de telles dérives démagogiques qui risquent de coûter très cher à notre pays !

Nous ne pouvons accepter qu'une fois de plus, les circonstances électorales dictent des prises de positions irresponsables qui font de l'entreprise le bouc-émissaire d'une fraction de la classe politique incapable de prendre la mesure des vrais enjeux du moment !

Comment accepter que telle ou telle collectivité territoriale dont la compétence n'intègre pas nécessairement l'action économique, et qui pratique régulièrement des hausses de taux d'imposition sans commune mesure avec l'évolution de l'activité économique, s'arroge le droit de mettre en accusation des entreprises sans même prendre la peine d'analyser leur situation réelle, de mesurer leur apport depuis des décennies à l'économie de la circonscription, ni même de prendre contact avec leurs dirigeants ni avec les organisations d'employeurs ?

C'est ce mépris de la société civile et de ses instances représentatives qui est à la racine des problèmes que nous rencontrons.

C'est ce mépris de la société civile, du pluralisme et du dialogue social qui creuse le lit des extrémismes.

C'est ce mépris des réalités qui nous conduit à aggraver les problèmes plutôt qu'à les résoudre comme dans d'autres pays.

Avec une dette publique à hauteur de 66,5% du PIB qui a dépassé les mille cent cinquante milliards d'euros et qui continue de s'accroître irrésistiblement chaque année, avec une dégradation des échanges extérieurs qui nous fait perdre un point de croissance chaque année, c'est la compétitivité de la France qui est aujourd'hui gravement menacée.

Car nos entreprises doivent conquérir leurs marchés partout dans le monde.

Et la précarité que d'aucuns dénoncent à l'envi, ce n'est pas celle de tel ou tel contrat : c'est celle de l'activité de nos entreprises confrontées à la concurrence !

Cette concurrence est certes celle de pays à moindres coûts de production, mais aussi celle de pays où les pouvoirs publics comprennent avant tout que l'avenir se construit avec ceux qui créent de la valeur : les entreprises qui se battent au quotidien pour obtenir des marchés difficiles, non pour être dénigrées par les structures publiques qui vivent de leurs ressources.

Devant l'attitude incompréhensible et irresponsable de certains élus politiques – sans considération d'appartenance partisane – dans cette période pré-électorale, la communauté des responsables d'entreprises est aujourd'hui profondément inquiète.

Nous n'avons pas besoin de démagogie stérile, pas plus que de clientélisme malsain, et ce ne sont ni l'arrogance, ni le mépris, ni l'instrumentalisation politiques qui créeront les emplois de demain. Ce sont nos efforts d'aujourd'hui, et notre volonté de comprendre et d'agir pour le bien commun.

Aujourd'hui, la grande majorité des entreprises industrielles ne s'enrichit pas : elle se paupérise. Le CAC 40 ne concerne qu'un petit groupe de grandes entreprises dont l'essentiel de l'activité est réalisée ailleurs qu'en France. La réalité de l'ensemble des entreprises est toute autre.

Et ce n'est pas en augmentant toujours plus les charges, en enlisant les entreprises dans une inflation de textes et de normes de plus en plus inapplicables, ni en faisant d'elles les bouc-émissaires d'une gestion publique déficiente, que nous lutterons contre la précarité. Au contraire, en agissant ainsi, nous risquons d'installer celle-ci durablement pour les générations qui viennent.

Tous ceux qui œuvrent dans l'intérêt général devraient en être convaincus. C'est pourquoi nous en appelons solennellement au sens de la responsabilité et à la volonté de dialogue des élus locaux pour qu'ils respectent les entreprises, qu'ils réalisent les difficultés de leur mission, qu'ils facilitent leur activité et permettent leur développement.

Pour notre part, nous souhaitons y contribuer dans un esprit constructif pour défendre l'Industrie et l'Emploi, et nous espérons que les collectivités territoriales, comme les membres de la représentation nationale s'engageront dans cette voie.

Le Président, Jean-François CLEDEL